

Commission paritaire des Maîtres-tailleurs, des Tailleuses et Couturières (CP 107)

C.C.T du 7 décembre 2015 concernant les salaires et les conditions de travail

CHAPITRE 1. - Champ d'application

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à l'employeur, aux ouvriers et ouvrières, y compris les ouvriers domestiques, des entreprises ressortissant à la compétence de la Commission paritaire des Maîtres-tailleurs, des Tailleuses et Couturières, CP 107 (Arrêté royal du 29 janvier 1991 - Moniteur belge du 8 février 1991).

A partir du 1^{er} janvier 2015, la présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 16 janvier 2014 concernant les salaires et les conditions de travail pour les maîtres-tailleurs, les tailleuses et couturières (numéro d'enregistrement 120297/CO/107; date d'enregistrement 24 mars 2014).

CHAPITRE 2. - Pouvoir d'achat / salaires

Article 2: salaires barémiques

Au 1^{er} septembre 2015, les salaires s'élèvent aux montants suivants:

Niveau 1:

aides et finisseurs(euses): € 11,0445

Niveau 1bis:

aides et finisseurs(euses) après 3 ans d'ancienneté: € 11,5894

Niveau 2:

les assistants ouvriers et ouvrières: € 12,1944

Niveau 3:

ouvriers et ouvrières qualifiés: € 13,0038

Niveau 4:

ouvriers et ouvrières très qualifiés (ouvrières d'élite): € 13,4099

Niveau 5:

ouvriers tailleurs et ouvrières tailleuses: € 13,8159

Article 3: chèques-repas

A partir du 1^{er} janvier 2016, la part patronale dans les chèques-repas sera majorée de € 1,10 par journée effectivement prestée. Les modalités prévues dans l'article 4 de la convention collective de travail du 16 janvier 2008 concernant le règlement sectoriel de chèques-repas (numéro d'enregistrement 88664/CO/107; date d'enregistrement 7 juillet 2007) sont adaptées dans ce sens.

Article 4: indemnité vélo

A partir du 1^{er} janvier 2014, une indemnité vélo de € 0,12 par kilomètre est introduite. A partir du 1^{er} janvier 2016, cette indemnité vélo est majorée à € 0,22 par kilomètre. Ces dispositions sont introduites pour une durée indéterminée et sont intégrées dans la CCT du 6 décembre 2011 portant coordination des règles concernant l'intervention des employeurs dans les frais de transport (numéro d'enregistrement 107779/CO/107; date d'enregistrement 18 janvier 2012).

Article 5: prime syndicale

A partir du 1^{er} janvier 2014, la prime syndicale de € 128,00 est portée à € 135,00. Les modalités d'octroi de la prime syndicale sont réglées moyennant des décisions convenues par consensus au sein du Conseil d'administration du Fonds commun pour vêtements sur mesure et couture dames.

CHAPITRE 3. - Travail à domicile

Article 6

Le salaire à façon est calculé en multipliant le nombre d'heures requises pour la réalisation de chaque pièce par le salaire horaire correspondant à une des fonctions mentionnées à l'article 2 de la présente convention collective de travail.

Article 7

A chaque paiement, le salaire global des ouvriers et ouvrières à domicile sera majoré de 10% à titre d'indemnité pour les frais généraux qui sont à leur charge (chauffage, éclairage, etc.). Cette indemnité sera portée à 15% lorsque les travailleurs à domicile fournissent eux-mêmes les petites fournitures (fils, bordures, etc.).

Article 8

Sans préjudice des dispositions des lois du 26 janvier 1951 et du 4 août 1978 concernant la tenue des documents sociaux, les indemnités visées à l'article 7 seront inscrites séparément dans le livret des salaires à chaque paiement. Les heures fixées à l'article 6 pour l'exécution de chaque pièce de vêtement doivent être fixées par écrit au moment de la conclusion du contrat de travail.

CHAPITRE 4. - Temps de travail

Article 9

La limite maximum du temps de travail hebdomadaire est fixée à 38 heures.

Article 10

Le temps de travail hebdomadaire est réparti sur cinq jours de la semaine. Le jour d'inactivité est fixé par accord entre l'employeur et la majorité de ses ouvriers et ouvrières, soit le lundi ou le samedi, soit alternativement le lundi et le samedi.

Article 11

En dérogation aux dispositions de l'article 10, l'employeur pourra, en accord avec la majorité des ouvriers et ouvrières, répartir le travail sur six jours, à condition qu'un jour d'inactivité par semaine soit attribué à chaque travailleur individuellement, soit le samedi, soit le lundi, selon un système d'alternance convenu entre les parties.

Article 12

Les employeurs communiqueront au président de la Commission paritaire le régime de travail instauré dans leur entreprise en vertu de l'article 10 ou de l'article 11. Le président communiquera ce régime de travail aux organisations représentées au sein de la Commission paritaire des maîtres-tailleurs, des tailleuses et couturières.

Chapitre 5. - Crédit-temps, diminution de carrière et emplois de fin de carrière

Article 13

Conformément au protocole d'accord conclu le 19 octobre 2015 par les partenaires sociaux au sein de la Commission paritaire des Maîtres-tailleurs, des Tailleuses et Couturières, les dispositions suivantes relatives au crédit-temps et aux emplois de fin de carrière sont retenues:

- Elargissement du crédit-temps avec motif à 36 mois.
- Adhésion aux régimes d'emplois de fin de carrière, diminution de carrière à mi-temps et d'1/5^{ème} temps à partir de 55 ans pour les métiers lourds et les carrières longues, conformément à la CCT 118.
- Prorogation du régime des emplois de fin de carrière, diminution de carrière à mi-temps et d'1/5^{ème} temps à partir de 50 ans moyennant une carrière de 28 ans, sans droit aux allocations d'interruption.

Les dispositions susmentionnées seront déterminées dans une convention collective de travail spécifique.

Une convention collective de travail spécifique sera également conclue relative à la prorogation des primes d'encouragement flamandes.

Chapitre 6. – Régimes de chômage avec complément d'entreprise

Article 14

Les parties signataires s'engagent à appliquer les régimes de chômage avec complément d'entreprise suivants:

- le régime de chômage avec complément d'entreprise général à 62 ans conformément à la convention collective de travail n° 17 tricies sexies conclue le 27 avril 2015 au sein du Conseil National du Travail ;

- le régime à 58 ans avec 40 ans de carrière professionnelle conformément à la convention collective de travail n° 115 conclue le 27 avril 2015 au sein du Conseil National du Travail.

Chapitre 7. – Travail faisable

Article 15

Les parties signataires s'engagent à consacrer une attention particulière au travail faisable. Le travail faisable doit se traduire prioritairement dans les initiatives de formation et des journées d'études relevant de ce thème sur le lieu de travail. Au sein du Conseil d'administration du Fonds commun pour vêtements sur mesure et couture dames, on examinera la faisabilité d'une enquête auprès des employeurs et des travailleurs du secteur en matière de travail faisable et fin de carrière.

Chapitre 8. - Dispositions finales

Article 16

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2016. Elle est reconduite tacitement d'année en année, si elle n'est pas dénoncée avant l'échéance annuelle par une des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi postal recommandé, adressé au président de la Commission paritaire des maîtres-tailleurs, des tailleuses et couturières et aux organisations représentées en son sein.

Paritair Comité voor de Meester-kleermakers, de Kleermaaksters en Naaisters (PC 107)

C.A.O. van 7 december 2015 betreffende de lonen en de arbeidsvoorwaarden

Hoofdstuk 1. – Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgever, de werklieden en werksters met inbegrip van de huisarbeiders van de ondernemingen ressorterend onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de Meester-kleermakers, de Kleermaaksters en Naaisters, P.C.107 (K.B. 29.01.1991 – B.S. 08.02.1991).

Deze C.A.O. vervangt vanaf 1 januari 2015 de C.A.O. van 16 januari 2014 betreffende de lonen en arbeidsvoorwaarden voor de meester-kleermakers, de kleermaaksters en naaisters (registratienummer 120297/CO/107; registratiedatum 24 maart 2014).

Hoofdstuk 2. – Koopkracht / lonen

Artikel 2: baremalonen

De lonen bedragen op 1 september 2015:

Niveau 1:

helpers(sters) en afwerkers(sters): € 11,0445

Niveau 1bis:

helpers(sters) en afwerkers(sters) na 3 jaar anciënniteit: € 11,5894

Niveau 2:

de assistenten werklieden en werksters: € 12,1944

Niveau 3 :

geschoolde werklieden en werksters: € 13,0038

Niveau 4 :

goedgeschoolde werklieden en werksters (keurwerksters): € 13,4099

Niveau 5 :

taille-werkman en taille-werkster: € 13,8159

Artikel 3: maaltijdcheques

Met ingang van 1 januari 2016 wordt het patronaal aandeel in de maaltijdcheques met € 1,10 per effectief gepresteerde dag verhoogd. De bepalingen voorzien in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 januari 2008 betreffende de sectorale regeling van maaltijdcheques (registratienummer 88664/CO/107; registratiedatum 7 juli 2007) worden in die zin aangepast.

Artikel 4: fietsvergoeding

Vanaf 1 januari 2014 wordt een fietsvergoeding ingevoerd ten bedrage van € 0,12 per km. Vanaf 1 januari 2016 wordt deze fietsvergoeding opgetrokken tot € 0,22 per km. Deze bepalingen zijn van onbepaalde duur en worden opgenomen in de cao van 6 december 2011 tot coördinatie van de regels inzake tussenkomst van de werkgevers in de vervoerskosten (registratienummer 107779/CO/107; registratiedatum 18 januari 2012).

Artikel 5: syndicale premie

De syndicale premie wordt vanaf 1 januari 2014 van € 128,00 naar € 135,00 gebracht. De modaliteiten van toekenning van de syndicale premie worden geregeld middels beslissingen in consensus afgesproken in de Raad van Beheer van het Gemeenschappelijk Fonds voor maatkleding en snijwerk dames.

Hoofdstuk 3. – Huisarbeid

Artikel 6

Het maakloon wordt berekend door het aantal uren vereist voor de uitvoering van elk stuk te vermenigvuldigen met het uurloon overeenstemmend met één van de functies vermeld in artikel 2 van onderhavige C.A.O.

Artikel 7

Het globale loon van de huisarbeiders en –arbeidsters wordt bij elke uitbetaling met 10% verhoogd als schadeloosstelling voor de algemene kosten welke te hunnen laste vallen (verwarming, verlichting, enz.). Deze vergoeding wordt op 15% gebracht wanneer de huisarbeiders en –arbeidsters zelf de kleine benodigdheden (garen, koorzijden, enz.) leveren.

Artikel 8

Onverminderd de bepalingen van de wet van 26.01.1951 en 04.08.1978 betreffende het bijhouden van de sociale documenten worden de in art. 7 bedoelde vergoedingen bij elke uitbetaling afzonderlijk in het loonboekje ingeschreven. De in art. 6 bepaalde uren voor uitvoering van elk kledingstuk moeten schriftelijk worden vastgelegd bij het afsluiten van de arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk 4. – Arbeidsduur

Artikel 9

De maximumgrens van de wekelijkse arbeidsduur is vastgesteld op 38 uren.

Artikel 10

De wekelijkse arbeidsduur wordt over vijf dagen van de week verdeeld. De dag van inactiviteit wordt bij overeenkomst tussen de werkgever en de meerderheid van zijn of haar werklieden en werksters, hetzij op maandag of op zaterdag, hetzij beurtelings op maandag en op zaterdag bepaald.

Artikel 11

In afwijking van de bepalingen van art. 10 mag de werkgever, in overeenstemming van de meerderheid van de werklieden en werksters, het werk over zes dagen verdelen, op voorwaarde dat per week aan elke werknemer individueel, hetzij op zaterdag, hetzij op maandag, een dag van inactiviteit wordt toegekend volgens een tussen de partijen overeengekomen beurtstelsel.

Artikel 12

De werkgevers delen aan de voorzitter van het Paritair Comité de krachtens artikel 10 of artikel 11 in hun onderneming ingevoerde arbeidsregeling mede. De voorzitter geeft kennis van deze arbeidsregeling aan de in het Paritair Comité voor de meester-kleermakers, de kleermaaksters en naaisters vertegenwoordigde organisaties.

Hoofdstuk 5. – Tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen

Artikel 13

Conform het protocol van akkoord van 19 oktober 2015 afgesloten door de sociale partners in het Paritair Comité voor de Meester-kleermakers, Kleermaaksters en Naaisters worden met betrekking tot het tijdskrediet en de landingsbanen volgende afspraken weerhouden:

- Uitbreiding van het tijdskrediet met motief tot 36 maanden.
- Conform cao 118, toetreding tot de stelsels van de landingsbanen, halftijdse vermindering en één vijfde vermindering vanaf 55 jaar voor zware beroepen en lange loopbanen.
- Verlenging van het stelsel van de landingsbanen, halftijdse vermindering en één vijfde vermindering vanaf 50 jaar mits een loopbaan van 28 jaar, zonder recht op onderbrekingsuitkeringen.

De bovenvermelde afspraken zullen worden vastgelegd in een aparte collectieve arbeidsovereenkomst.

Een aparte collectieve arbeidsovereenkomst zal eveneens worden afgesloten met betrekking tot de verlenging van de Vlaamse aanmoedigingspremies.

Hoofdstuk 6. – Stelsels van werkloosheid met bedrijfstoelage

Artikel 14

Ondertekenende partijen verbinden er zich toe om volgende stelsels van werkloosheid met bedrijfstoelage toe te passen:

- Algemeen stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage op 62 jaar conform de collectieve arbeidsovereenkomst 17 tricies sexies gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad op 27 april 2015.
-

- Stelsel op 58 jaar met een beroepsloopbaan van ten minste 40 jaar overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 115 gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad op 27 april 2015.

Hoofdstuk 7. – Werkbaar werk

Artikel 15

De ondertekenende partijen engageren zich om bijzondere aandacht te besteden aan werkbaar werk.

Werkbaar werk wordt prioritair vertaald in de opleidingsinspanningen en studiedagen op de werkvloer rond dit thema. De Raad van Beheer van het Gemeenschappelijk Fonds voor maatkleding en snijwerk dames onderzoekt of een enquête rond werkbaar werk en eindeloopbaan bij de werkgevers en de werknemers uit de sector haalbaar is.

Hoofdstuk 8. – Slotbepalingen

Artikel 16

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2016. Zij wordt van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd, indien zij voor de jaarlijkse vervalddag niet door één van de ondertekenende partijen wordt opgezegd, mits een opzegging van drie maanden, bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van paritair comité voor de meester-kleermakers, de klermaaksters en naaisters en aan de daarin vertegenwoordigde organisaties.
